



Flash info

AU REVOIR A

Charlotte BEAUCILLON, Prof. à Lille

BIENVENUE A

Hervé ASCENSIO, Professeur
 Jean-Christophe BARBATO, Professeur
 Alix TOUBLANC, Maître de conférences
 + d'infos sur le site IREDIES/EQUIPE

Actualités

La diffamation saisie par les juges en Europe, Journée d'études, organisée par Laurence BURGORGUE-LARSEN et Gwénaële CALVES, Vendredi 19 Octobre 2018 (9h30 à 17h30) à l'Amphithéâtre Sainte Barbe - 4 rue Valette Paris.



Evenements à venir

Le droit d'asile ici et ailleurs. Quels impacts sur l'accès aux procédures d'asile ? Vendredi 18 janvier 2019, organisé par Jean MATRINGE.

Journée d'actualité thématique de la SFDI 2019, Vendredi 22 mars 2019, organisée par Evelyne LAGRANGE.

Nouvelles parutions de l'IREDIÉS

E. LAGRANGE, S. OETER, R. UERPMANN-WITZACK (dir.), *Cultural Heritage and International Law. Objects, Means and Ends of International Protection*, Springer, 2018, 281 p.

This book explores the objects, means and ends of international cultural heritage protection. It starts from a broad conception of cultural heritage that encompasses both tangible property, such as museum objects or buildings, and intangible heritage, such as languages and traditions. Cultural heritage thus defined is protected by various legal regimes, including the law of armed conflicts, UNESCO Conventions and international criminal law. With a view to strengthening international protection, the authors analyze existing regimes and elaborate innovative concepts, such as blue helmets of culture and safe havens for endangered cultural heritage. Finally, the ends of international protection come to the fore, and the authors address possible conflicts between protecting cultural diversity and wishes to strengthen cultural identity.



H. ASCENSIO, *Droit international économique*, PUF, Paris, 2018, 375 p.

Le droit international économique est une discipline juridique portant sur la gouvernance et la régulation de l'économie mondiale. Il permet notamment d'expliquer le contenu des traités de commerce et d'investissement, la fonction de l'OMC et du FMI, les techniques juridiques de régulation des marchés. Un premier volet de l'ouvrage est consacré au fonctionnement systémique du droit international économique, c'est-à-dire ses sources, institutions et mécanismes de règlement des différends. Un second volet s'attache aux principaux domaines concernés, à savoir le commerce de marchandises et de services, les investissements étrangers, la stabilité monétaire et financière internationale. D'autres thèmes sont abordés au fil de l'ouvrage, tels que la fiscalité internationale, la responsabilité sociétale des entreprises, le développement durable. La connaissance du droit international économique permet de comprendre la place du droit dans la globalisation économique, ses mutations, ses limites.



S. BARBOU DES PLACES, E. PATAUT, P. RODIERE (dir.), *Les frontières de l'Europe sociale*, Paris, Pedone, Cahiers Européens, n°11, 2018, 359 p.

Cet ouvrage, qui réunit les contributions d'auteurs venus d'horizons disciplinaires multiples a pour ambition d'explorer les « frontières sociales » de l'Union européenne, en partant d'une notion de frontière aux significations multiples. Car les frontières qu'il s'agit d'identifier et de décrire ne peuvent se réduire à celles qui, physiques ou territoriales, séparent l'espace européen du monde extérieur. Elles se déclinent aussi en frontières intérieures qui cloisonnent l'Union européenne et font échec à la circulation des personnes. Ce sont encore les frontières qui séparent la matière sociale, par son objet et sa finalité, des autres parties du droit de l'Union, et peuvent notamment se traduire en une opposition entre objectifs économiques et objectifs sociaux. Frontières toujours, touchant l'harmonisation des législations, qui apparaissent dans la distribution des compétences et des tâches entre l'Union et ses membres et dans l'usage qui en est fait. L'idée de frontière peut encore se glisser, plus subtilement, dans la considération des effets de la norme européenne en droit interne, entre celle qui s'intègre directement dans l'ordre juridique interne et celle qui le pénètre indirectement, à travers une transposition nationale. Elle resurgit aussi lorsque l'on considère les difficultés que rencontrent les droits sociaux fondamentaux pour étendre leur espace d'application ou lorsqu'on examine les limites de la solidarité sociale européenne et les replis territoriaux qui en résultent. Et quid de l'exigence d'intégration dont l'opposabilité à la circulation des personnes reconstruit les frontières intérieures et ferme les frontières extérieures ? C'est ce kaléidoscope qui fait l'objet et la richesse de l'ouvrage.



P.-M. DUPUY, Y. KERBRAT, *Droit international public*, 14^e éd., Dalloz, 2018, 920 p.



P.-M. DUPUY, Y. KERBRAT, *Les grands textes de droit international public*, 10^e éd., Dalloz, 2018, 1210 p.



R. UERPMANN-WITZACK, E. LAGRANGE, S. OETER (dir.), *Religion and International Law, Living together*, Brill, 2018, 383 p.



C. BEAUCILLON, Y. KERBRAT, et al., *Usages pacifiques et militaires de la zone économique exclusive : étude des obligations des états cotiers et non cotiers de tenir dument compte des droits des autres états en vertu de la convention des nations unies sur le droit de la mer*, Conférences de l'IREDIÉS / IREDIES Conference Papers, n°1/2018 - <hal-01840685>